



Les conseillers d'Obama discutent des préparatifs de guerre contre l'Iran

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 10 novembre 2008

[WSWS](#) 10 novembre 2008

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Élections USA](#), [IRAK](#)

À la veille de l'élection américaine, le *New York Times* faisait prudemment remarquer l'émergence d'un consensus entre le Parti démocrate et le Parti républicain pour une nouvelle stratégie agressive envers l'Iran. Alors que presque rien n'a été dit à ce sujet pendant la campagne électorale, de hauts conseillers des camps Obama et McCain ont discuté de l'escalade rapide de la pression diplomatique et de sanctions punitives contre l'Iran, soutenues par des préparatifs pour des frappes militaires.

L'article intitulé « *New Beltway debate: what to do about Iran* » notait avec une certaine inquiétude : « c'est une idée effrayante, mais ce n'est pas seulement l'administration Bush à la gâchette facile qui discute - ne serait-ce que théoriquement - de la possibilité d'une action militaire pour arrêter le programme d'armes nucléaires de l'Iran...Des gens raisonnables des deux partis sont en train d'étudier la prétendue option militaire, ainsi que de nouvelles initiatives diplomatiques ».

Derrière le dos des électeurs américains, des conseillers du président élu, Barack Obama, ont préparé la scène pour une escalade importante de la confrontation avec l'Iran dès que la nouvelle administration prendra ses fonctions. Un rapport publié en septembre par le Bipartisan Policy Center, une « fabrique d'idées » bipartite basée à Washington, a fait valoir qu'un Iran disposant de l'arme nucléaire était « stratégiquement intenable » et détaillait une approche robuste « incorporant de nouveaux instruments diplomatiques, économiques et militaires d'une manière intégrée ».

Un des principaux membres du groupe de travail de ce centre a été le haut conseiller d'Obama concernant le Moyen-Orient, Dennis Ross qui est connu pour ses points de vue belliqueux. Il a soutenu l'invasion américaine de l'Irak et il est étroitement lié à des néo-conservateurs comme Paul Wolfowitz. Ross a travaillé sous Wolfowitz dans les administrations de Carter et de Reagan avant de devenir l'envoyé en chef au Moyen-Orient sous les présidents Bush père et Clinton. Après avoir quitté le département d'Etat en 2000, il a rejoint un groupe de réflexion de droite pro-Israël (le Washington Institute for Near East Policy / Institut de Washington pour la politique du Proche-Orient) et il a été engagé comme analyste en matière de politique étrangère par la chaîne de télévision Fox News.

Le rapport du Bipartisan Policy Centre insistait sur le fait qu'il y n'y avait pas de temps à perdre et déclare : « Les progrès réalisés par Téhéran signifient que la prochaine administration pourrait bien avoir peu de temps et moins d'options pour faire face à cette menace. » Il rejetait sans autre forme de procès à la fois les affirmations de Téhéran selon

lesquelles son programme nucléaire était destiné à des fins pacifiques et l'Estimation nationale des services de renseignements américains de 2007 qui révélait que l'Iran avait mis fin à tout programme nucléaire militaire en 2003.

Ce rapport critiquait l'échec de l'administration Bush à arrêter les programmes nucléaires iraniens, mais sa stratégie est essentiellement la même – des incitations limitées par des sanctions économiques plus sévères et par la menace d'une guerre. Son plan pour consolider le soutien international est également fondé sur l'action militaire préventive contre l'Iran. La Russie, la Chine et les puissances européennes doivent toutes être averties que leur échec à mettre en œuvre des sanctions sévères, y compris un blocus provocateur sur les exportations de pétrole de l'Iran ne feront qu'accroître la probabilité de la guerre.

Pour souligner ces avertissements, le rapport proposait que les Etats-Unis aient besoin de renforcer immédiatement leur présence militaire dans le Golfe persique. « Cela devrait commencer le premier jour où le nouveau président entre en fonction, d'autant que la République islamique et ses acolytes, pourraient vouloir tester le nouveau gouvernement. Cela impliquerait un pré-positionnement de forces américaines et alliées, le déploiement de groupes de combats supplémentaires de porte-avions et de dragueurs de mines [et] la mise en place d'autre matériel de guerre dans cette région » déclarait-il.

Dans un langage qui rappelle fortement celui de Bush lorsqu'il insiste sur le fait que « toutes les options restent sur la table », le rapport déclarait encore : « Nous croyons qu'une attaque militaire est une option réalisable et doit rester un dernier recours pour retarder le programme nucléaire iranien ». Une telle frappe militaire « aurait pour objectif non seulement l'infrastructure nucléaire de l'Iran, mais également son infrastructure militaire conventionnelle dans le but de supprimer une riposte iranienne. »

De manière significative, le rapport a été rédigé par Michael Rubin, du néo-conservateur American Enterprise Institute, qui a été fortement impliqué dans la promotion de l'invasion de l'Irak en 2003. Un certain nombre de hauts conseillers démocrates a « approuvé à l'unanimité » ce document, y compris Dennis Ross, l'ancien sénateur Charles Robb qui a coprésidé le groupe de travail, et Ashton Carter qui a servi en tant que secrétaire adjoint à la Défense sous Clinton.

Carter et Ross ont aussi participé à la rédaction d'un rapport publié en septembre pour le Center for a New American Security (Centre bipartite pour une nouvelle sécurité de l'Amérique). Ce rapport concluait que l'action militaire contre l'Iran devait constituer « un élément dans toute véritable option ». Tandis que Ross y examinait les options diplomatiques en détail, Carter y définissait les « éléments militaires » qui devaient les soutenir, y compris une analyse des coûts et bénéfices d'un bombardement aérien de l'Iran.

D'autres hauts conseillers d'Obama au niveau de la politique étrangère et de la défense ont été étroitement associés à ces discussions. Une déclaration intitulée « renforcer le partenariat : comment approfondir la coopération entre les Etats-Unis et Israël concernant le défi nucléaire iranien », rédigée en juin par un groupe de travail de l'Institut de Washington pour la politique au Proche-Orient, recommandait que la prochaine administration mène des discussions avec Israël sur « l'ensemble des options politiques », y compris « l'action militaire préventive ». Ross était un co-animateur du groupe de travail et les hauts conseillers d'Obama Antony Lake, Susan Rice et Richard Clarke ont tous mis leur nom sur le document.

Ainsi que le *New York Times* le notait lundi, le conseiller d'Obama en ce qui concerne la défense, Richard Dantzig, un ancien secrétaire à la Marine sous Clinton assistait à une conférence sur le Moyen-Orient rassemblée en septembre par le même groupe de réflexion pro-Israël. Il dit à l'assistance que son candidat croyait qu'une attaque militaire de l'Iran était un choix « terrible », mais qu'il « se pourrait que dans un monde terrible nous allons devoir nous faire à ce genre de choix terrible ». Richard Clarke, qui était lui aussi présent, déclara qu'Obama estimait qu'il fallait « enrayer l'influence grandissante de Téhéran et que l'acquisition d'armes nucléaires par Téhéran était inacceptable ». Tandis que « sa tendance première était de ne pas appuyer sur la gâchette » dit Clarke, « si les circonstances demandaient l'usage des armes, Obama n'hésiterait pas. »

Si l'article du *New York Times* était formulé avec discrétion et n'examinait pas les rapports de façon trop en détail, la journaliste, Carol Giacomo, était de toute évidence inquiète des parallèles avec l'invasion américaine de l'Irak. Après avoir fait remarquer que « le public américain était dans une large mesure inconscient de ce débat », elle déclarait : « Ce qui me rend nerveuse, c'est ce qui s'est passé dans la période qui a précédé la guerre en Irak. »

Giacomo poursuivit : « Les responsables de l'administration Bush ont mené la discussion, mais les initiés étaient complices. La question fut posée et on y a répondu dans les cercles politiques avant que la majorité des Américains ne sachent ce qui arrivait...En tant que correspondant diplomatique pour Reuters à l'époque, j'éprouve une certaine responsabilité pour ne pas avoir fait plus pour assurer que la décision désastreuse d'envahir l'Irak n'ait été contrôlée avec davantage de scepticisme ».

L'émergence d'un consensus sur l'Iran dans les cercles de la politique étrangère américaine souligne, une fois de plus, le fait que les différences entre Obama et McCain étaient de nature purement tactique. Tandis que des millions d'Américains ont voté pour le candidat démocrate croyant qu'il allait mettre fin à la guerre en Irak et répondrait à leurs besoins économiques urgents, des sections puissantes de l'élite américaine se sont mises derrière lui, le considérant comme un meilleur véhicule pour poursuivre les intérêts économiques et stratégiques au Moyen-Orient et en Asie Centrale — y compris avec l'usage de la force militaire contre l'Iran.

Article original, WSWS, publié le 6 novembre 2008.

© WSWS

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Peter Symonds](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Peter Symonds](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca